

du drapeau algérien

Parler ainsi de la «Parfumeuse», en apparence, c'est mettre en évidence «le mis au parfum» pour le réhabiliter et suggérer, d'une façon insidieuse, que sa politique et sa ligne de conduite auraient évité tant de sacrifices et d'horreurs.

Cela fait partie d'un scénario, monté par l'ancienne puissance coloniale dont la mise en scène a été confiée à Louis Joxe, ministre de la

République qui a tenu à préciser lors de son voyage à Oran, en mars 1961 qu'il «négociera avec le MNA (Mouvement national algérien) sur le même pied d'égalité que le FLN». Ce qui a amené le GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne) à se réunir, le 31 mars, à Tunis, pour faire échec à la position française qui devait s'incliner finalement, trois mois après. Le deuxième acte du même scéná-

rio se déroule sous nos yeux, depuis déjà un certain temps, et avec une offensive tous azimuts en avançant les pions susceptibles de nous faire «échec et mat» pour effacer de la mémoire collective l'échec sanglant du premier acte, mené de main de maître par le FLN/ALN. Mais «le colonialisme est un mauvais élève», comme l'a dit le général Giap, et le restera toujours, pourrai-je continuer, à moins qu'on le

devienne, à notre tour, par notre insouciance et nos velléités à porter un regard sain mais critique sur notre passé, notre présent et notre avenir. Un regard de citoyen algérien, au sens le plus noble du terme, doublé d'une dimension africaine et d'une envergure universelle. Ainsi, on aiderait l'homme à devenir Homme, dans son existence bisexuelle (homme et femme) !...

O. A.-A.

ALBERT CAMUS

Faire-valoir et/ou symbole d'une réconciliation ?

La contribution, pertinente à plus d'un titre, du professeur Nasser Djidjelli m'a encouragé à intervenir — modestement, n'étant ni philosophe et encore moins critique littéraire — sur le débat qui oppose les anti-Camus et le philosophe français Michel Onfray.

Par Ahmed Tessa, pédagogue

De manière mesurée et sans tomber dans la cécité idéologique caractéristique des militants de la pensée unique de triste mémoire — mais qui demeurent actifs sous tous les cieux, y compris en Algérie — notre professeur a vertement tancé le philosophe français. Il débusque «la mauvaise foi et l'absence d'objectivité avec lesquelles Onfray prend la défense de Camus», allant même à «s'interroger sur les véritables raisons d'une telle attitude». Tout est dit quant à la manipulation faite de l'héritage intellectuel de Camus par ses thuriféraires. Qui trop embrasse mal étreint, dit l'adage populaire.

Onfray a trouvé en Camus le prétexte pour régler ses comptes avec les partisans de l'existentialisme dont Jean-Paul Sartre est le pionnier. Dans son interview à *El Watan*, il a commis une faute impardonnable pour un philosophe. Il a touché à la dignité d'un peuple et au sacro-saint devoir patriotique que la Révolution française de 1789 a pourtant sanctifié en délogeant l'absolutisme royal de son piédestal.

Toutefois, une question s'impose : est-ce que les camusiens intégristes par opportunisme (il existe des camusiens modérés et réalistes) sont les seuls à brandir le nom de l'écrivain à des fins autres que littéraires — à l'instar de Michel Onfray ? Sûrement pas. Sur l'autre versant de ce conflit d'idées, le Nobel de littérature 1957 constitue une belle proie pour d'autres fanatiques afin de faire avancer des idées politiques qui servent à maquiller l'histoire du pays.

En effet, les prises de positions reprochées à Albert Camus autour de la nation algérienne, de la lutte armée pour l'indépendance ne diffèrent en rien de celles revendiquées publiquement par des personnalités prestigieuses du Mouvement national ? Dans la logique des détenteurs du label du patriotisme, ces personnalités doivent être destinataires du même sort — l'accusation d'antipatriotisme — réservé au célèbre écrivain. Et dire que des fanatiques de la pensée unique sont allés jusqu'à se fourvoyer dans cette excommunication, leur sport favori !

Les reproches à Camus

D'abord sur la lutte armée pour l'indépendance. Que Camus ne se soit pas affiché avec enthousiasme pour la lutte armée contre le colonisateur est une réalité. Peut-on exiger à un écrivain humaniste ayant «une vision périlleuse des réalités historiques de l'Algérie» (Pr Djidjelli) d'afficher un engagement militant à la hauteur d'un Didouche Mourad ou d'un Mohamed Belouizdad ? Camus rejetait la violence d'où qu'elle vienne, c'est peut-être une erreur ; encore que ! Il rêvait d'une Algérie plurielle avec un statut particulier à l'instar des assimilationnistes de souche musulmane mais que l'on ne saurait accuser d'antipatriotisme. Une idée que les Algériens rejetaient à l'époque. Mais cinquante ans après l'indépendance, cette idée d'Algérie plurielle prend forme puisque de nos jours des centaines de milliers d'Algériens (et la saignée continue de plus belle, jusqu'à quand ?) traversent la Méditerranée pour adopter la bi-nationalité et faire allégeance au drapeau français. La majorité appartient à l'élite du pays — universitaires, médecins, ingénieurs et autres cadres de talent. Certains d'entre-eux sont d'authentiques

anciens moudjahidine ou fils et filles de chahid. Pour ne pas dire plus.

Ses détracteurs peuvent-ils cacher ou gommer ses idées progressistes ? En toute conscience, Camus les a transcrites noir sur blanc. Nous citerons sa dénonciation des massacres du 8 Mai 1945 en tant qu'envoyé spécial — sur sa demande express — du journal *Combat*. Ce sont ses articles qui ont alerté l'opinion internationale. Par la suite, au début des années 1950, en qualité de journaliste à *Alger Républicain* en reportage en Kabylie, il a donné à voir et à ressentir la misère imposée aux populations «indigènes»*.

En 1936, il a été l'un des rares algériens à avoir défendu Cheikh El Okbi accusé d'avoir participé au meurtre du muphti d'Alger alors que des personnalités musulmanes se muriaient dans le silence.

Il est aussi connu pour sa lutte contre la torture et la peine de mort à l'encontre des militants du FLN historique, comme l'a rappelé si justement le Pr N. Djidjelli.

En ne reconnaissant pas la réalité d'une nation algérienne, Camus ne fait que reprendre une thèse défendue en son temps par Ferhat Abbès, un homme qui l'a marqué politiquement (pendant les années 1930) et des militants du PCA, musulmans de souche. Cette idée a évolué avec le temps et personne aujourd'hui ne peut retirer au pharmacien de Sétif et aux communistes algériens la reconnaissance méritée du peuple pour leur apport à la lutte anticoloniale.

Dans leur haine aveugle de Camus, ses détracteurs tentent de cacher des vérités historiques qui nous apprennent que seule une poignée de jeunes militants — parmi les plus politisés, anciens de l'OS — ont osé planifier et lancer la grandiose épopée de la lutte armée. Grâce soit rendue aux 22 historiques et au groupe des six qui a coordonné le mouvement. Au même moment, le PPA-MTLD en ses deux fractions — les légalistes de Messali et les centralistes (dont Benkhedda, Yazid, Mehri) — l'UDMA de Ferhat Abbès, le Parti communiste algérien et les Oulémas de Cheikh El Ibrahim, Larbi Tebessi) étaient loin de souscrire à cet élan révolutionnaire. Aucun d'entre eux n'a soutenu ouvertement l'appel du 1^{er} Novembre à son lancement. Dans leurs déclarations publiques, aucun d'entre eux n'a soutenu les premiers attentats de la Toussaint. Ces partis respectables et patriotes n'ont rejoint le FLN historique et le combat libérateur qu'en 1956 après l'inlassable travail de fond réalisé par Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi. Mais l'Histoire retiendra qu'ils ont participé avec cœur à la lutte pour l'indépendance. A l'exception des messalistes dont le cas pose encore problème. Ces derniers sont-ils pour autant dépourvus du sentiment patriotique ? Un rapport établi par le Congrès de la Soummam en 1956 nous donne une idée précise du nombre d'Algériens qui ont répondu à l'appel de la patrie. Sur une population de 9 millions de musulmans, seule une infime minorité a pris le chemin du maquis ou de la clandestinité. Au 1^{er} Novembre 1954, ils étaient 1010 combattants face à des dizaines de milliers de soldats français. Deux ans après le déclenchement de la guerre de libération, en 1956, le nombre a augmenté pour atteindre les 8 000 moudjahidine. Nous l'avons vu, la tiédeur des idées pour la lutte armée et l'indépendance peuvent se muer en ferveur. Chez tout patriote doté du sens critique, d'intelligence et de courage, la mentalité est sujette à évolution positive. Camus est mort en 1960. Qui dit qu'il n'aurait pas évolué lui aussi et rejoindre Sartre et ses amis dans l'Appel des 120 et manifester avec eux à Paris contre l'oppression coloniale ? Avant de mourir, Sartre avait évoqué cette possibilité en rendant hommage au défunt. La liste est longue des écrits d'Albert Camus qui



Photo : DF

viennent tempérer un tant soit peu la fameuse phrase «entre ma mère et la justice, je choisis ma mère». Il faudrait chercher à connaître sa version qui existe dans une intervention télévisée donnée de son vivant. Il a remplacé cette phrase dans son vrai contexte, une suite d'idées qu'il avait développée. Ses détracteurs se sont contentés de ce morceau pris hors de son contexte, pour tenter de le démolir. Cette phrase justifie-t-elle la vaine tentative — vaine au regard de l'Histoire — pour le classer dans le camp des ultras de l'Algérie française, lui qui a souffert de leur haine ? En 1956, à Alger, lors d'une conférence de presse publique destinée à lancer son appel pour une paix civile, Camus a été la cible de violences verbales de la part de ces mêmes intégristes. A Paris, il a essuyé les sarcasmes des intellectuels parisiens jaloux de son statut d'auteur à succès et auréolé du Nobel de littérature. Des quolibets lui sont tressés dans la presse acquise au colonialisme. Ils lui reprochaient ses origines modestes, lui le fils d'une famille pauvre, tôt orphelin de père avec une mère sourde et muette pour laquelle il vouait un amour profond.

Devant ce déferlement de haine intégriste des ultras de l'Algérie française, il avait pensé au suicide. C'est dire la fragilité émotionnelle de l'écrivain. Au lieu de focaliser uniquement sur ce choix cornélien, la mère ou la justice, il serait judicieux de connaître son appréciation du personnel politique du FLN de l'époque. Pourquoi ses détracteurs n'ont-ils pas rapporté son témoignage délivré vers les années 1957/1958 concernant les orientations idéologiques du FLN historique qui étaient loin d'être homogène. Un témoignage édifiant !

Camus et l'Algérie

Dans sa contribution, le Pr Djidjelli a eu la bonne idée de reprendre des déclarations concernant Albert Camus. Il a cité Kateb Yacine et Edward Saïd qui n'ont pas été tendres avec l'écrivain. Dommage que d'autres témoignages de personnes illustres soient oubliés. En voici quelques uns.

Dans une émission radiophonique, Mohamed Dib disait : «L'œuvre de Camus a toutes les caractéristiques des œuvres algériennes. Camus est un écrivain algérien.»

Dans ses «Carnets — Paris 1955/1956», le poète et militant nationaliste Jean Sénac dit Omar El Wahrani témoigne : «Après une longue discussion que j'ai eue avec lui, Camus accepte de rendre publiquement et de façon précise en manifestant sa solidarité avec Ferhat Abbès. Joie la plus noble de ma vie !»

En mai 2012, sur un plateau d'une chaîne de télévision française, Malek Chebel rendait un

hommage appuyé à Albert Camus. Dans l'une de ses correspondances avec Camus, suite à son reportage sur la misère en Kabylie, Mouloud Feraoun écrit : «A cette époque, nous avions conscience de notre condition de vaincus et d'humiliés. Lorsque vous vous en êtes rendu compte, vous, Albert Camus, le cri pathétique que vous avez poussé et qui vous honore à jamais n'a pas été entendu. Non seulement on a rien voulu entendre, mais on vous a chassé du pays qui est le vôtre, parce que vous étiez devenu dangereux. Plus dangereux que les vaincus.»

Ses écrits démontrent le contraire de ce qu'affirment ses ennemis. La place de son pays natal dans l'éveil à sa vocation, il la confirme dans un écrit datant de 1956 : «L'Algérie est pour moi la terre du bonheur, de l'énergie et de la création. Je n'ai jamais rien écrit qui ne se rattache de près ou de loin à la terre où je suis né. En Algérie, il y a la beauté et les humiliés. Quelles que soient les difficultés de l'entreprise, je voudrais n'être jamais infidèle ni à l'une, ni aux autres.»

Dans un article paru en mai 1945, dans le journal anticolonialiste *Combat*, l'enfant de Belcourt dénonce : «Il convient d'abord de rappeler aux Français que l'Algérie existe. Je veux dire par là qu'elle existe en dehors de la France (...) Le peuple algérien n'est pas cette foule anonyme et misérable où l'Occident ne voit rien à respecter ou à défendre. Il s'agit au contraire d'un peuple de grandes traditions et dont les vertus sont parmi les premières.»

A-t-on le droit d'affirmer que Camus n'aimait pas l'Algérie ? Pour paraphraser Sacha Guityr, on doit dire qu'il n'y pas de patriotisme de la salive mais seulement des preuves tangibles de patriotisme. En cette période cruciale dans la vie des deux peuples, algérien et français, il y a lieu de penser à la paix des mémoires. Cela passe évidemment par une position courageuse de l'Etat français pour reconnaître les crimes commis par la colonisation avant de déboucher sur une réconciliation apaisée par le biais de l'interculturalité. Camus et bien d'autres natifs d'Algérie de souche européenne ou musulmans nés et/ou résidant en France constituent des vecteurs tout indiqués pour pacifier les mémoires et construire cette réconciliation. Pour plus d'objectivité, il nous faut revisiter avec un œil nouveau l'œuvre et le parcours intellectuel d'Albert Camus, et ce, à la lumière de ce qu'a vécu notre pays depuis 1962. N'en déplaise aux fanatiques des deux bords, le prix Nobel de littérature 1957 mérite d'être partagé entre les deux pays chers à Albert Camus.

A. T.

ahmtessa@yahoo.fr